

LA
PATRIE BELGE

Y A-T-IL UNE NATIONALITÉ BELGE ?

LA BELGIQUE DANS LA GRANDE GUERRE

PAR

GODEFROID KURTH

Prix : 1 fr. 20

BRUXELLES
Albert DEWIT
Rue Royale, 53



NAMUR
LAMBERT-DEROISIN
Rue de l'Ange, 28

1922

LA
PATRIE BELGE

Y A-T-IL UNE NATIONALITÉ BELGE ?

LA BELGIQUE DANS LA GRANDE GUERRE

PAR

GODEFROID KURTH



Prix : 1 fr. 20

BRUXELLES
Albert DEWIT
Rue Royale, 53



NAMUR
LAMBERT-DEROISIN
Rue de l'Ange, 28

1922



AVANT-PROPOS.

Au moment où notre patrie célèbre le 75^e anniversaire de son indépendance, je me suis demandé par quoi je pouvais, moi aussi, contribuer à la fête nationale. Et il m'a paru que je ferais chose utile en offrant à la jeunesse des écoles et des ateliers cette espèce de médaillon dans lequel je me suis efforcé de reproduire, avec autant de netteté et d'exactitude que j'ai pu, l'image vénérable de la patrie.

GODEFROID KURTH.

Pour compléter ce médaillon, nous avons ajouté, à la suite de La Patrie Belge, deux des derniers écrits de Godefroid Kurth : Y a-t-il une nationalité belge? (1) et La Belgique dans la Grande Guerre (2). Ces pages, qui sont l'expression de son amour pour sa patrie, contiennent, en quelque sorte, son testament à la Belgique et au peuple belge.

E. K.

(1) Deuxième leçon de *La Nationalité belge*, Picard-Balon, Namur, 1913.

(2) Cinquième chapitre du *Guet-Apens Prussien en Belgique*, Dewit, Bruxelles, 1919.

notre peuple, au seuil du monde moderne, le *bon sergent de Jésus-Christ*.

C'est pour le Christ, c'est pour la foi catholique que nos ancêtres se sont levés à chaque génération.

C'est le souffle généreux de leur foi qui a fait le superbe élan des croisades. C'est lui qui a mis sur les lèvres du plus grand de nos héros cette parole magnanime, nouvelle formule du pacte de l'âme belge avec le roi de gloire : « Je ne veux pas porter une couronne de roi là où le Sauveur des hommes a porté une couronne d'épines. »

Les croisades sont avant tout une œuvre belge. Nous y sommes allés les premiers avec Godefroid de Bouillon; nous y sommes restés les derniers avec Charles Quint et don Juan d'Autriche.

Dans toutes les grandes occasions, c'est un des nôtres que l'Europe a placé là-bas, à Jérusalem ou à Constantinople, au poste de danger et d'honneur. Et de tout le sang chrétien qui a coulé dans les guerres saintes, sur les champs de bataille d'Asie et d'Afrique, c'est nous qui pouvons revendiquer le flot le plus abondant.

Paladins de la foi catholique, nous ne l'avons pas servie seulement avec l'épée : nous l'avons conservée pure et intacte au cours des siècles, sans permettre à aucune hérésie d'en souiller le virginal éclat. De toutes les sectes qui ont troublé et affligé l'Eglise, aucune n'a vu le jour sur notre

sol. La seule qui pourrait se réclamer de notre nom, si elle avait vécu, c'est celle des Stévenistes, et elle consistait à vouloir être... plus catholique que le pape!

Aucun peuple n'a glorifié Jésus-Christ comme nous l'avons glorifié, en créant cette solennité de la Fête-Dieu que l'Eglise a faite sienne, et qui, depuis bientôt sept siècles, promène tous les ans, à travers les villes et les campagnes, le cortège triomphal de l'Eucharistie.

Notre devise nationale pourrait être celle de la ville de Malines : *In fide constans*. Notre sol fut de tout temps le boulevard du catholicisme dans le monde.

Nous l'avons défendu au prix de notre sang contre tous ses ennemis : contre le despotisme des rois, contre l'hérésie, contre la franc-maçonnerie.

Pour lui rester fidèles, nous nous sommes séparés, au seizième siècle, de nos frères hollandais, qui avaient identifié le culte des libertés nationales avec le protestantisme.

Pour lui rester fidèles, nous nous sommes soulevés au dix-huitième siècle contre le gouvernement des Habsbourg, que nous aimions.

Pour lui rester fidèles, nous avons détruit, en 1830, le royaume des Pays-Bas, qui faisait de nous presque une grande nation.

Car, par dessus tout, plus que nos libertés, plus que nos princes, plus que nos grandeurs natio-

nales, nous aimions la foi catholique, qui était l'âme de notre âme.

Cette âme catholique du peuple belge, elle palpitait encore dans la poitrine de ces héroïques paysans dont nous avons célébré l'anniversaire en 1899, et dont les premiers se levèrent avec ce mot d'ordre sublime : « *Il y va de la foi!* ».

Elle revivait, non moins généreuse, non moins ardente, dans ces foules qui, en 1879, relevant le défi que la loge maçonnique venait de nous jeter, firent jaillir du sol, comme par un coup de baguette magique, la splendide efflorescence des écoles catholiques.

C'est elle encore qui, en 1898, rendait témoignage à Jésus-Christ dans les rues de Bruxelles, par cette procession eucharistique qui a fait dire au cardinal Vannutelli : « La Belgique est le seul pays du monde où un pareil spectacle soit possible. »

* * *

La Belgique donne encore d'autres spectacles.

Partout ailleurs, les catholiques luttent pour la vie; chez nous ils luttent pour la victoire. Et depuis plus de vingt ans la victoire leur est fidèle. Nous sommes le seul pays du monde qui possède un gouvernement catholique.

Au milieu de l'univers dominé par le schisme, par l'hérésie, par l'athéisme, par la franc-maçonn-

nerie, la Belgique arbore fièrement le pavillon de Jésus-Christ.

Sans crainte des menaces des uns ni des railleries des autres, elle aborde de face le grand problème de ce siècle : La foi catholique est-elle compatible avec la civilisation moderne?

Et ce problème, elle le résout d'une manière triomphante.

Elle montre à l'univers entier qu'une nation peut être catholique et marcher au premier rang.

Elle inflige un démenti éclatant à la légende de la supériorité des nations protestantes.

Voilà soixante-quinze ans qu'elle pratique le régime de la plus large liberté politique. « *La liberté comme en Belgique!* » Tel est, depuis Montalembert, le mot d'ordre de tous les opprimés.

Ce régime si digne d'un peuple qui se respecte, elle montre, par la manière dont elle le pratique, qu'elle en est digne elle-même.

Elle s'est donné la législation électorale la plus parfaite qu'il y ait au monde. Dans aucun pays civilisé, le citoyen n'émet son vote avec de telles garanties d'indépendance.

Attentive aux courants qui entraînent la société européenne vers de nouvelles destinées, elle ne se laisse pas surprendre par les événements.

Par une initiative aussi hardie qu'heureuse, elle procède à une révision de sa constitution qui

élargit la base de sa vie publique, et elle double sans encombre le cap des tempêtes.

Au cri de douleur qui sort des classes ouvrières, à la grande voix de Léon XIII retentissant du fond du Vatican, la Belgique n'est pas restée sourde. Et la voilà qui se met à l'œuvre longue et ardue des réformes sociales. Commencée il y a une vingtaine d'années à peine, cette œuvre s'est traduite dans un si grand nombre de lois qu'on a déjà éprouvé le besoin de les codifier.

Toutes les voix ont proclamé l'excellence de cette législation. « Nous nous trouvons, écrit un juriconsulte étranger, en présence du plus complet effort législatif dont l'histoire de ce siècle puisse, en aucun pays, nous offrir l'exemple. » (1).

* * *

Si l'on peut juger de la prospérité d'un peuple par sa population relative, la Belgique est le pays le plus prospère du monde, puisqu'elle en est le plus peuplé.

Dans les divers domaines où se déploie l'activité des peuples civilisés, il en est plusieurs où elle tient le premier rang, il n'en est aucun où elle ait le dernier.

Tous les arts de la paix fleurissent dans son sein.

(1) Fernand Payen, *Etude sur les conseils de l'industrie et du travail en Belgique*, 1899, p. 17.

Sur le terrain économique, elle est une puissance de premier ordre.

Son industrie pourvoit aux besoins d'une partie de l'univers.

A peine née, elle construisait le premier chemin de fer que l'Europe ait eu en dehors de la Grande Bretagne.

Sa métropole commerciale possède le premier port du continent; demain, il sera le premier du monde.

Et cela ne suffit pas à la Belgique, puisque la voici qui ressuscite le port de Bruges, et qui réapprend aux steamers étonnés le chemin de la Venise du Nord.

Sa vie intellectuelle et artistique a pris de nos jours un essor vigoureux.

Ses artistes et ses savants ne sont pas inférieurs à ceux des autres peuples.

Elle a, comme les plus grandes nations, son Institut historique de Rome, son expédition antarctique, ses expositions universelles. Au moment où j'écris, sa basilique du Vœu national sort de terre.

Sa réserve d'hommes et de forces morales lui permet d'étendre ses frontières et de se faire son lot dans le partage du globe.

Voyez quelle part gigantesque lui a été assignée dans l'éducation de l'Afrique. Elle s'est chargée

d'y civiliser une région qui est quatre-vingts fois plus étendue qu'elle-même.

Conscient de ses devoirs de nation chrétienne, elle y a accompli une des plus grandes choses de notre temps. A l'heure où les puissances européennes laissaient massacrer par les Turcs un peuple entier, la Belgique déclarait la guerre sainte aux chasseurs d'hommes et parvenait à exterminer de l'Afrique centrale le hideux fléau de l'esclavage.

Aujourd'hui, elle est en train de faire du Congo un fleuve belge, et elle prépare l'avènement d'une civilisation noire qui étonnera l'avenir. Qui sait si dans quelques générations, grâce à elle, un Etat de vingt à trente millions de nègres ne prendra pas place sur la carte du monde à côté des grandes nations?

Devant ces prodigieux résultats de l'activité d'un petit peuple, « œuvre de Titans accomplie par des pygmées », la jalousie des trafiquants étrangers ne trouve d'autre ressource que la calomnie, mais la calomnie expire devant la lumière des faits, et les calomniateurs en seront pour leur honte.

La Belgique ne borne pas son rôle mondial à explorer et à coloniser les solitudes africaines.

Elle fut de tout temps une nation de missionnaires. De tout temps, elle eut, sous tous les cieux, des fils qui annonçaient l'Évangile et qui propageaient la justice du royaume de Dieu.

« Donnez-moi des Belges! » écrivait déjà au XVI^e siècle le plus grand apôtre des temps modernes.

Et les Belges du XIX^e siècle ont été dignes de leurs devanciers dans tous les travaux de l'apostolat. Ils ont fait briller la lumière de l'Évangile dans les solitudes des Montagnes Rocheuses, ils ont porté la bonne nouvelle aux Tartares qui habitent à l'ombre de la grande Muraille, ils ont enseigné les populations de l'Hindoustan et consolé les lépreux de la Polynésie. Au souvenir du dévouement sublime du Père Damien, le cœur des protestants anglais s'est ému, et l'un d'eux a écrit cette parole : « Voyageurs qui passez devant le rocher de Molokai, saluez! »

* * *

Je termine ici ce rapide exposé, qu'on pourrait appeler le bilan de la Belgique. Et j'emprunte ma conclusion à celui qui a le droit de parler au nom de la patrie :

Lorsque, en 1904, le roi Léopold II, dans un discours de nouvel an, prononçait ces paroles : « Pourquoi le tour de la Belgique ne serait-il pas venu d'être un grand peuple? » il ne faisait qu'exprimer, sous une forme interrogative, le sentiment prophétique qui fait battre le cœur de tous les patriotes belges.

Oui, en cette année jubilaire, il nous est permis d'être fiers de notre Belgique.

En glorifiant sa foi par ses œuvres, elle fait la plus éloquente des apologies et elle inscrit au livre de l'histoire une page que les siècles futurs n'oublieront pas.

Y A-T-IL UNE NATIONALITÉ BELGE ?

Au début de ces entretiens sur notre nationalité, je rencontre une espèce de question préalable : Y a-t-il une vraie nationalité belge, demandent quelques-uns, ou notre existence de peuple libre et prospère n'est-elle qu'un heureux accident ?

Ne vous étonnez pas d'entendre poser cette question. Beaucoup de Belges se la posaient au temps de ma jeunesse, et il est certain qu'aujourd'hui encore, à l'étranger, il ne manque pas de gens qui croient la Belgique destinée à être partagée entre nos puissants voisins.

C'est qu'à première vue il pourrait sembler que nous ne possédons aucune des conditions requises pour constituer une nationalité.

Et d'abord nous manquons de frontières naturelles. Jetez les yeux sur une carte de l'Europe : avec un peu de distraction, vous croirez voir dans notre patrie un prolongement de la France. Nos fleuves nous viennent de ce pays et s'en vont en Hollande ; nous n'en dominons ni l'amont ni l'aval.

La France et l'Allemagne n'ont cessé de se rencontrer dans nos plaines, qui étaient comme les glacis communs de l'une et de l'autre; c'est sur notre sol que ces deux nations sont toujours venues vider leurs querelles, et les noms des plus célèbres batailles du monde sont portés par des villages de chez nous. Pour la France, la Belgique était le chemin du Rhin, pour l'Allemagne celui de Paris. Afin d'être dispensés à l'avenir de prêter de nouveaux champs de bataille à l'Europe, nous avons construit les forts de la Meuse, et nous aurons d'autres mesures à prendre pour que ces forts nous protègent efficacement. La Belgique, si comblée sous les autres rapports des dons de la fortune, est mal défendue par la nature. Tous les autres pays ont au moins l'une de leurs frontières protégée par quelque important cours d'eau ou par une chaîne de montagnes : l'Allemagne monte la garde sur les bords du Rhin, la France est retranchée derrière les Vosges, l'Espagne et l'Italie ont pour boulevards, celle-ci les Alpes, celle-là les Pyrénées, et l'Angleterre doit sa sécurité à la ceinture que lui font les flots de la mer. Notre patrie, hélas, est ouverte de tous les côtés. « La Belgique, par sa position, a dit Léopold I^{er}, est le pays le plus exposé du monde. » (1)

(1) Lettre écrite le 20 décembre 1850 à Charles Rogier. V. Th. Juste. *Léopold I^{er} et Léopold II*, pp. 260-261.

Il est vrai qu'aujourd'hui on ne considère plus les frontières naturelles comme la condition *sine qua non* d'une nationalité solide. Sinon, à quelles enseignes seraient logées des nationalités grandes et puissantes comme l'Allemagne et la Russie? On est plus porté à chercher la garantie de la vitalité d'un peuple dans son unité intellectuelle et morale, exprimée par l'unité de sa langue et de sa littérature. La France a depuis longtemps réalisé ce genre d'unité, et les hommes de ma génération ont vu l'Allemagne et l'Italie s'unifier sur la même base. Et n'assistons-nous pas de nos jours à l'ardent effort de la Russie pour grouper autour d'elle, dans une dépendance plus ou moins étroite, les diverses nations qui parlent une des langues slaves? Le panslavisme est une menace permanente pour tous les Etats de l'Europe centrale et orientale.

Or, nous n'avons pas de langue nationale à nous. Flamands, Wallons, Allemands, nous appartenons à trois groupes linguistiques différents. Sans doute, il y a une langue parlée et comprise par tous les hommes cultivés : c'est le français. Mais la place de plus en plus considérable que prennent dans la vie de notre peuple démocratique les classes populaires lui suscite une dangereuse rivale dans la langue parlée par la majorité de la population, c'est-à-dire, le flamand. Et les revendications flamandes, mal comprises par beaucoup de

Wallons et maladroitement défendues par plus d'un flamingant, ne sont pas sans créer entre les races des malentendus inquiétants.

Toutefois, il faut se garder d'exagérer l'importance des éléments matériels de nationalité dont il vient d'être parlé. Ni les frontières naturelles, ni l'unité de race et de langue ne nous sont absolument indispensables. Nous nous en sommes toujours passés. Au temps où notre peuple était fractionné en un certain nombre de duchés et de comtés, tous ces Etats, à la seule exception de Namur, comprenaient une partie flamande et une partie wallonne, et jamais la question des langues n'a créé la moindre difficulté entre l'une et l'autre. Et il en a été de même à partir du jour où toutes nos provinces se sont trouvées unifiées sous l'autorité d'un seul souverain. Elles ont formé un Etat dont la cohésion n'a jamais été menacée ni même troublée par des difficultés d'ordre linguistique. Je l'ai démontré en son temps, et personne ne s'est avisé de contester ma démonstration.

Au surplus, il ne faut pas aller loin pour constater qu'aujourd'hui encore, des peuples qui ne parlent pas la même langue peuvent parfaitement vivre en paix et en harmonie sous l'autorité d'un même gouvernement. Je ne citerai pas l'exemple de la Suisse, où l'on parle quatre langues : l'allemand, le français, l'italien et le romanche. La Suisse, en effet, n'est pas une nation unitaire,

c'est une fédération d'Etats ayant chacun sa législation intérieure à lui. Mais il est un pays en Europe que tout le monde s'accorde à regarder comme le type d'une nation libre et prospère : c'est le Royaume-Uni. Or le Royaume-Uni n'a-t-il pas son pays de Galles qui professe pour son vieil idiome celtique un culte enthousiaste, et ses Highlands d'Ecosse où retentit encore, comme il y a deux mille ans, le gaélique, parent du dialecte que parlent les Irlandais du Connaught?

Et personne, à ma connaissance, ne s'est jamais avisé de voir dans cette dualité linguistique une infériorité pour l'Angleterre.

Puisqu'il en est ainsi, quel est donc l'élément essentiel d'une vraie nationalité? Je réponds : ce n'est pas un élément d'ordre matériel, c'est un principe d'ordre idéal. Ce qui constitue le lien le plus durable de toute vie nationale, c'est la jouissance commune d'un même régime de libertés et la fidélité aux mêmes institutions. Tel est le principe qui, au moyen âge, a marié, pendant des siècles, les populations les plus diverses sous le rapport de la race et de la langue, mais à qui il suffisait de respirer ensemble l'atmosphère d'une même civilisation pour se sentir unies les unes aux autres par les liens d'une étroite solidarité. Voilà ce que vous pouvez constater, si j'ose parler ainsi, sur chaque page de l'histoire. Je ne veux pas vous en énumérer des exemples : ils seraient

trop nombreux; je me borne à vous rappeler le patriotisme antifrançais que la Lorraine professait encore au XVIII^e siècle et le mépris profond que le créateur de la Prusse, Frédéric II, témoignait pour les produits de la littérature allemande. Et c'est ce roi, qui se piquait de compter parmi les écrivains français, qui est aujourd'hui l'un des demi-dieux invoqués par le pangermanisme! Donc, sans contester l'importance que les questions de langue ont prise de nos jours, particulièrement en Belgique, et sans nier les avantages qu'une nation peut trouver dans son unité linguistique, nous avons les meilleures raisons du monde pour ne pas attribuer à cette unité une importance contre laquelle protestent plus de mille ans de civilisation moderne.

Mais, me dira-t-on, s'il est vrai que dans le temps les nationalités reposaient sur une autre base que celle de l'unité linguistique, il est tout aussi vrai que la base a changé de nos jours. La langue a acquis pour les nationalités modernes une valeur d'ordre idéal qu'elle n'a jamais eue auparavant; elle est devenue un signe de ralliement, un symbole, un drapeau. C'est elle qui a créé au XIX^e siècle l'unité nationale de l'Allemagne et de l'Italie, et tôt ou tard, agissant à la manière de la loi chimique des affinités électives, elle dissoudra tous les composés nationaux faits en dehors d'elle. Tel est le destin qui attend la Belgique

et qui se prépare sous nos yeux. L'opposition tous les jours plus aiguë des Flamands et des Wallons en est le signe avant-coureur. Le mot de séparation administrative n'a-t-il pas été prononcé en plein Sénat par une personnalité éminente, et répété depuis par d'autres personnalités qui le sont moins?

Je reconnais qu'il y a une part de vérité dans les constatations pessimistes que je viens de résumer, mais une part seulement. Certes, un sérieux danger surgirait le jour où tous nos compatriotes oublierait qu'ils sont Belges avant d'être Flamands, Wallons ou Allemands. Ce n'est pas assez dire; les Flamands ou les Wallons qui, pour des griefs d'ordre linguistique, compromettraient les intérêts supérieurs de la patrie seraient de mauvais citoyens. Tout en défendant avec énergie ce qu'ils regardent comme le droit de leur langue, ils ont pour devoir de tenir compte aussi des traditions du passé et des besoins du présent. Les Flamands doivent reconnaître que la langue française jouit en pays flamand, depuis plus d'un millier d'années, d'une diffusion qui en fait pour ainsi dire la seconde langue maternelle de toute personne cultivée. Les Wallons doivent comprendre qu'il est à la fois de leur devoir et de leur intérêt d'apprendre le flamand, qui est la langue de la majorité de leurs compatriotes, et que les fades plaisanteries par lesquelles certains d'entre

eux essayent de se dérober à ce devoir ne seront désormais que la preuve d'une incurable infériorité intellectuelle. Il faut que tous les patriotes s'emploient activement à répandre parmi les Belges cultivés la connaissance des deux langues : le jour où ce sera fait, nous n'aurons plus rien à craindre pour notre unité nationale. Je ne désespère pas de voir arriver cet heureux jour et j'applaudis aux efforts de tous ceux qui travaillent à le hâter.

Un autre danger, me dit-on encore, plane sur notre jeune nationalité, et cette fois il nous vient du dehors. A entendre certains théoriciens, l'avenir est aux grandes nations, et les petites sont condamnées à être absorbées par les grandes. C'est fatal, ajoute-t-on ; la concentration des groupements humains se fait en conformité d'une véritable loi historique. Entre la France et l'Allemagne, qui l'une et l'autre convoitent ses riches provinces, la Belgique est une proie qu'elles se disputeront ou se partageront tôt ou tard, et peut-être dès la première conflagration internationale. Qui sait si alors nous ne verrons pas la Wallonie rattachée à la France, tandis que le pays flamand tombera au pouvoir de l'Allemagne?

Il faut s'entendre. Sans vouloir contester l'existence du mouvement de concentration auquel obéissent les grandes nationalités, j'en vois un autre qui est peut-être tout aussi puissant et qui tend à l'autonomie des groupes ayant des caractères assez distinctifs pour faire une nation. Nous

le rencontrons aujourd'hui en Irlande, en Norvège. Ce mouvement centrifuge est né du malaise que causent les trop grandes agglomérations de peuples séparés par leurs intérêts et par leurs aspirations; il est loin d'avoir produit toutes ses conséquences, et il nous réserve peut-être plus d'un remaniement de la carte de l'Europe. La situation actuelle du monde est un état d'équilibre instable résultant du jeu de ces deux tendances qui se font contrepoids. Et ce n'est pas la force matérielle qui rompra l'équilibre au profit de l'une et de l'autre; c'est la raison, c'est la conscience des peuples qui dictera la solution de la difficulté.

S'il fallait dire toute ma pensée, j'ajouterais que le temps est passé où les nations chrétiennes pouvaient faire des conquêtes les unes sur les autres. Ces entreprises sont surannées : même quand elles semblent réussir, elles aboutissent à des faillites. Un peuple peut être vaincu sur les champs de bataille, il peut être envahi, il peut être annexé par l'étranger, il n'est pas absorbé aussi longtemps qu'il refuse de l'être; sa protestation, fût-elle muette, empêche la prescription de s'établir au profit du conquérant et maintient la blessure ouverte. Il y a plus de quarante ans que l'Allemagne a conquis l'Alsace-Lorraine, et l'Alsace-Lorraine est aussi anti-allemande que jamais, malgré les circonstances qui semblaient devoir faciliter l'assimilation de ces deux pays par l'Alle-

magne, je veux dire, en Alsace, la communauté de la langue, et, dans tous les deux, l'émigration des éléments français les plus irréductibles. Il y a plus d'un siècle que la Pologne, dépecée comme une proie par la Russie, la Prusse et l'Autriche, a entendu retentir au-dessus de sa couche d'agonie cette parole tragique prononcée par le meilleur de ses fils : *Finis Poloniae!* Eh bien, après plus d'un siècle, la conscience nationale de la Pologne reste vivante et frémissante comme aux jours néfastes du partage, et aucune nationalité européenne, à mon sens, n'a plus de vitalité que ce peuple martyr. Car, dans la phase actuelle de la civilisation, un peuple ne peut plus être conquis ou annexé malgré sa volonté : c'est le ralliement de la conscience populaire qui met le sceau à la conquête; aussi longtemps qu'elle proteste, la situation créée par les armes est provisoire, et la liberté n'est pas perdue.

Cela ne veut pas dire qu'il soit indifférent pour une nation de se laisser envahir ou de se défendre vigoureusement : toute invasion étrangère est une catastrophe dont il faut préserver la patrie. Les Belges l'ont toujours fait, et nous avons le droit d'espérer que la Belgique ne manquera pas à elle-même. Si, comme tous les peuples qui méritent de rester libres, elle sait opposer à l'envahisseur les poitrines de tous ses fils, aucune puissance étrangère ne parviendra à l'effacer de la carte du monde.

LA BELGIQUE

DANS LA GRANDE GUERRE

La Belgique était jusqu'au 3 août 1914 le jardin de la civilisation européenne : elle n'en est plus aujourd'hui que le cimetière.

Ses villes sont détruites, ses villages brûlés, ses plus beaux monuments réduits en cendres, ses bibliothèques anéanties, ses habitants massacrés ou déportés en Allemagne ou réduits à la misère.

Pourquoi ?

Parce qu'elle a été fidèle au devoir.

Elle avait assumé devant l'Europe l'obligation de garder sa neutralité. Un jour, un des cinq protecteurs de cette neutralité lui a proposé un marché déshonorant : trahir la foi jurée en lui ouvrant une porte qu'elle s'était engagée à tenir fermée.

Elle a refusé : il l'en a châtiée.

* * *

Le géant était aux portes; la France et l'Angleterre étaient loin, surprises, comme nous, par l'agression criminelle. Nous allions devoir combattre un contre vingt.

Que faire?

Il n'y eut pas un instant d'hésitation, pas plus dans le peuple que dans le gouvernement. Ils furent dignes l'un de l'autre, et dignes, l'un et l'autre, de la majesté de l'heure. Le gant qui venait de lui être jeté, la Belgique le releva sans forfanterie et sans peur.

Nous n'avions qu'une petite armée qui, avant 1913, ne dépassait pas sur pied de guerre le chiffre de 180,000 hommes. Une loi du 31 août de cette année, il est vrai, avait décrété le service général, mais cette mesure n'avait pu encore augmenter qu'une classe de milice, celle de 1913, et, en la comptant, notre effectif de guerre ne dépassait pas 200,000 hommes. En y joignant quarante mille volontaires qui se firent inscrire pendant la première quinzaine d'août, cela faisait 240,000 hommes qui allaient devoir tenir tête aux innombrables cohortes allemandes.

Qu'importe?

L'honneur et le devoir étaient en jeu : ils nous trouvèrent fidèles.

Dans la séance historique des Chambres le 4 août, toute la nation sans distinction de partis ratifia la réponse du gouvernement à l'ultimatum.

Ce fut une de ces journées inoubliables comme les annales d'une nation n'en comptent pas deux au cours d'un siècle. Il faudrait pouvoir dire l'attendrissement avec lequel le peuple belge acclama sa jeune souveraine venant avec ses trois enfants assister à la séance des Chambres, le délire d'enthousiasme qui se déclina autour du roi lorsque, sortant de son palais pour aller au Parlement, il apparut à cheval, botté et éperonné, dans cette même tenue de lieutenant-général avec laquelle il allait, au sortir du Palais de la Nation, se mettre à la tête de l'armée. Heures réconfortantes et qui feraient presque bénir l'agression de l'ennemi, puisqu'elle provoquait un tel déchaînement de patriotisme dans un peuple généralement froid et contenu. Une ivresse sacrée avait passé sur la multitude; on eût dit que l'âme de la patrie circulait dans l'air et se posait sur chaque tête dans une espèce de nouvelle Pentecôte. Les cœurs les plus bronzés étaient en feu; des yeux qui n'avaient jamais pleuré connurent ce jour la saveur des larmes. Dans un élan d'amour, la Belgique célébrait ses fiançailles avec la mort.

Était-ce la fièvre d'un jour, était-ce un de ces mouvements inconscients et irréflectis qui se dégagent des foules dans un moment de surexcitation, et auxquels, au lendemain de l'ivresse, succèdent l'abattement et le regret? Non. L'ennemi lui-même a fourni à la Belgique l'occasion de mon-

trer que son héroïsme était à l'épreuve de toutes les catastrophes. Après la prise de Liège, honteux de son triomphe et sans doute aussi se figurant que la défaite nous avait rendus traitables, le gouvernement allemand nous réitéra sa demande de ne pas nous opposer à son passage. Le 9 août, le ministre de Belgique à La Haye transmettait à M. Davignon, de la part du ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, le document suivant, que le ministre des Etats-Unis d'Amérique s'était refusé à transmettre :

« Les forts de Liège ont été pris d'assaut après une vaillante résistance. Le gouvernement allemand déplore profondément qu'à la suite de l'attitude hostile du gouvernement belge à l'Allemagne, on en soit arrivé à un conflit sanglant. L'Allemagne ne vient pas en ennemi en Belgique. C'est surtout sous l'empire de la nécessité et à raison des mesures militaires de la France qu'elle a dû prendre la pénible résolution d'entrer en Belgique, et d'occuper Liège comme point d'appui pour ses opérations militaires ultérieures.

« Après que l'armée belge, par sa résistance héroïque à des forces très supérieures en nombre, a maintenu de la manière la plus brillante l'honneur de ses armes, le gouvernement allemand prie le roi des Belges et son gouvernement d'épargner à leur pays les horreurs intérieures de la guerre. Le gouvernement allemand est disposé à conclure avec la

Belgique toutes conventions pouvant se concilier avec les nécessités de son conflit avec la France. L'Allemagne proteste encore une fois, de la manière la plus solennelle, qu'elle n'est pas guidée par l'intention de s'annexer le territoire belge, et qu'une telle pensée lui est absolument étrangère. Elle est toujours prête à évacuer le royaume de Belgique aussitôt que l'état de la guerre le lui permettra. »

La tentation, on l'avouera, parlait un langage séduisant. Si nous acceptions la proposition, nous retrouvions la paix et la sécurité, nous épargnions au pays les horreurs d'une guerre atroce, dont les massacres et les incendies venaient de nous donner l'avant-goût. Nous ne céditions qu'à une supériorité numérique écrasante, et non sans avoir, de l'aveu de l'ennemi, « maintenu de la manière la plus brillante l'honneur de nos armes. »

On me pardonnera sans doute le mouvement de fierté patriotique avec lequel je transcris ici la réponse du gouvernement belge datée du 10 août. La voici dans sa noble simplicité :

« La proposition que nous fait le gouvernement allemand reproduit la proposition qui avait été formulée dans l'ultimatum du 2 août. Fidèle à ses devoirs internationaux, la Belgique ne peut que réitérer sa réponse à cet ultimatum, d'autant plus que depuis le 3 août sa neutralité a été violée, qu'une guerre douloureuse a été portée sur son

territoire et que les garants de sa neutralité ont loyalement et immédiatement répondu à son appel. »

Cette fois, il n'y eut plus de séance des Chambres belges pour ratifier la réponse du gouvernement : la parole était au canon. Mais je jure qu'avec la même unanimité que le 4 août, la Belgique acclama la parole des hommes de cœur qui avaient la responsabilité de ses destinées. Au lendemain de ses premiers désastres, elle leur était reconnaissante de maintenir haut et ferme le drapeau national et de ne pas désespérer de la patrie.

Depuis lors, la tempête de fer et de feu a passé sur elle. Pendant des mois, elle a été livrée au massacre, au pillage, à l'incendie. Ses malheurs ont étonné l'univers. Mais ce qui l'a émerveillé plus encore, c'est la splendeur de sa résistance. Ce petit peuple pacifique, qui depuis près de trois générations s'était déshabitué des travaux de la guerre et dont l'armée n'inspirait au fier Teuton qu'un sentiment d'orgueilleuse pitié, a tenu tête aux premières armées du monde. Cinq armées ont fondu sur lui : celles des généraux Kluck, Hausen, Bülow, du prince héritier de Wurtemberg et du prince héritier de Prusse. Surpris par le guet-apens prussien, il a brisé à Liège la première vague de l'invasion en arrêtant pendant une semaine devant nos forts des soldats qui croyaient ne faire qu'une promenade militaire à travers nos provinces. Là, l'hé-

roïque général Leman s'est couvert d'une gloire immortelle en arrachant des mains de l'Allemagne cet « atout de la rapidité » qui était pour elle la condition *sine qua non* du succès. Retiré à moitié asphyxié de dessous les ruines du fort de Loncin, il écrit à son roi cette lettre désormais historique que l'on fera apprendre par cœur aux enfants des écoles :

« Je suis certain d'avoir soutenu l'honneur de nos armes. Je n'ai rendu ni la forteresse, ni les forts.

« Daignez me pardonner, Sire, la négligence de cette lettre. Je suis physiquement très abîmé par l'explosion de Loncin.

« En Allemagne où je vais être dirigé, mes pensées seront ce qu'elles ont toujours été : la Belgique et son roi. J'aurais volontiers donné ma vie pour les mieux servir, mais la mort n'a pas voulu de moi. »

La prise de Liège n'a pas découragé le peuple belge, comme l'ennemi s'y attendait. Repoussant avec un tranquille mépris ses offres insidieuses, il lui a disputé pied à pied le sol de la Belgique dans une série d'engagements, où la victoire a été du côté du nombre et la gloire du côté du vaincu.

L'énorme supériorité numérique de l'ennemi ne permettait à notre armée d'opérer autre chose qu'une retraite savante : elle n'a cédé le terrain que pas à pas, après avoir, à Tirlemont le 18 août,

à Perwez le 19 août, lutté courageusement. Il fallut que le gouvernement se retirât à Anvers le 20 août, mais l'armée continua de couvrir cette grande ferrière. Les sorties d'Anvers, le 25 et le 26 août, furent un superbe effort qui honore notre armée. Celle-ci continua, par une série de sorties vigoureuses, à tenir l'ennemi en échec et c'est seulement le 3 octobre, deux mois après l'invasion, qu'elle a repassé la Nèthe et que l'armée allemande a pu commencer le bombardement d'Anvers. Ici une douloureuse surprise attendait le patriotisme belge. La défense d'Anvers, créée en 1859, avait été successivement complétée depuis lors par une série de travaux qui semblaient en avoir fait une des places les plus fortes du monde; une double ceinture de 40 forts et de 17 redoutes formait autour de notre métropole commerciale une ligne de plus de 130 kilomètres avec un rayon de 15 à 18 kilomètres, dont la Nèthe et le Rupel formaient l'escarpe sur la rive droite de l'Escaut, tandis que, sur la rive gauche, s'échelonnaient les forts et que vers le nord une zone inondable achevait cet ensemble de travaux dus au général Brialmont, le premier ingénieur militaire de son temps. Le roi et son gouvernement, qui s'y étaient retirés, semblaient pouvoir y attendre tranquillement l'arrivée de l'armée de secours anglaise ou française, et, dans tous les cas, arrêter l'ennemi pendant de longs mois.

Ces espérances devaient être déçues. Un engin de guerre, fabriqué dans le plus grand secret par les usines Krupp, le canon de 0.42, allait apparaître ici pour la première fois comme le triomphe de la force brutale sur toutes les combinaisons de l'intelligence et du génie militaire. « A ces projectiles d'un mètre de longueur et d'un poids de 14 quintaux (1,350 kilogrammes) rien ne pouvait résister. Les forts les plus solides cuirassés d'acier, des voûtes bétonnées de plusieurs mètres d'épaisseur volaient en éclats comme du verre, et des constructions qui semblaient faites pour l'éternité croulaient comme des châteaux de cartes. » Ce n'est donc ni le courage, ni la stratégie qui ont eu raison d'Anvers : c'est M. Krupp qui est le vrai conquérant d'Anvers. Après la formidable brèche pratiquée dans la première ligne de forts, la place était à la merci des bombes allemandes, qui pouvaient passer par-dessus dans la seconde enceinte. La ville tomba au pouvoir de l'ennemi le 9 octobre.

La déception a été amère pour la Belgique, mais, faut-il le dire? elle n'a pas été moindre pour l'ennemi, une fois passée l'ivresse du premier moment de son triomphe. Il comptait, en s'emparant de notre réduit national, mettre la main sur notre roi, sur son gouvernement et sur son armée: toutes les forces de notre résistance transportées en Allemagne, c'était la fin de la Belgique.

Mais la Belgique n'était plus à Anvers ! Aban-

donnant la place devenue indéfendable, le roi Albert avait fait, à la tête de son armée, une retraite superbe, que l'histoire enregistrera à l'égal d'une grande victoire. Franchissant en 24 heures 90 kilomètres, protégés par leur cavalerie et par des troupes de flanc chargées de ralentir la poursuite de l'ennemi, les Belges s'étaient retirés dans les marécages de la Flandre occidentale et lorsque les Allemands s'aperçurent de la faute qu'ils avaient commise en ne prévoyant pas cette retraite, il était trop tard pour l'empêcher, les vaincus les avaient gagnés de vitesse et avaient mis l'infranchissable ligne de l'Yser entre eux et leurs ennemis; ils devenaient l'aile gauche de l'armée franco-anglaise. Et l'Yser nous a consolés d'Anvers. Nul n'aurait cru que ce canal de vingt mètres de largeur maximum serait pour la patrie belge le refuge inexpugnable que le génie de Brialmont et les millions de notre trésor n'avaient pu faire d'Anvers. L'Yser sera désormais, dans l'histoire de Belgique, ce que les Thermopyles ont été dans celle de la Grèce et l'Argonne dans celle de la France, le nom prestigieux autour duquel se donnent rendez-vous les plus glorieux souvenirs de la patrie. Grâce à lui, le roi Albert, après plus d'un an de guerre, n'a jamais quitté le sol de son pays : le royaume de Belgique, bien que ramené aux frontières les plus exigües, existait toujours, et donnait un éclatant démenti à l'audacieuse affir-

mation de la *Kölnische Zeitung*, qui, dès le 18 octobre, avait imprimé en vedette :

« Toute la Belgique est évacuée par les alliés. »

Donnons ici une idée de cette « plus petite Belgique » sur laquelle ont été fixés pendant de longs mois les yeux de tout l'univers : elle a le droit de revendiquer dans l'histoire du monde une place hors de toute proportion avec son étendue.

Deux petits cours d'eau naissent dans la plaine flamande à une médiocre distance l'un de l'autre : l'un venant de l'ouest et l'autre du sud; ce sont des jumeaux ayant même patrie, même étendue, même destinée et presque le même nom. L'un s'appelle l'Yser et l'autre l'Yper (1). Ils se jettent l'un dans l'autre près des ruines de l'ancien fort de Knocke, célèbre dans les annales de notre XVIII^e siècle, puis ils cheminent, confondus, dans la direction du nord jusqu'à la mer, qu'ils atteignent après cinquante kilomètres de parcours commun. C'est l'Yper qui jusqu'au confluent forme la ligne de défense confiée aux forces anglaises, l'Yser étant réservé à l'armée belge. Cette ligne est d'un intérêt majeur : on y rencontrait trois nobles villes dont il ne reste plus aujourd'hui que des ruines : Ypres,

(1) L'Yper, après avoir laissé son nom à la ville d'Ypres, ne s'appelle plus aujourd'hui que l'Yperlée: c'est le sort commun des rivières arrosant une ville devenue plus importante qu'elles.

la grande fourmilière industrielle du moyen âge, dont les halles étaient une des plus fières manifestations de l'esprit communal; Dixmude, la gracieuse, étendue au milieu des plus opulents pâturages de la Belgique et offrant au voyageur les plus beaux de nos paysages urbains, après ceux de Bruges et de Malines; Nieupoort enfin, qui racontait aux flots de la mer du Nord l'épopée de nos guerres et de nos douleurs d'autrefois. Derrière le ruban d'eau qui reliait entre elles ces trois villes sœurs, resserré entre lui et les dunes, s'étendait sur un petit nombre de kilomètres carrés le royaume de Belgique tel que l'avait fait l'invasion. Et pourtant, qu'il eût été beau encore, sans le voile de deuil qui dissimulait ses charmes aux yeux des héros chargés de sa défense ! C'est cette riche et grasse terre de Flandre, verte comme l'Irlande et féconde comme la Lombardie, dont on ne saurait dire au juste si elle est la mère ou la fille du peuple qui l'habite, tant la main de l'homme s'est associée à celle de la nature pour en faire le séjour digne d'un peuple libre et heureux. Tout y évoque l'idée de l'activité humaine : les ruisseaux qui flânent paresseusement dans les campagnes ont conscience de servir à fertiliser le sol; les canaux bordés de têtards de saules, filent en ligne droite vers quelque rendez-vous du travail; les clochers piquent le ciel, parfois inclinés sur un sol qui affecte de vouloir se dérober à la tyrannie de l'homme;

les toits rouges des fermes s'enlèvent vivement sur le fond vert des prairies; d'innombrables vaches pâturent au loin dans les campagnes ou, couchées dans les herbages, contemplant « de leurs yeux languissants et superbes » ces paysages bucoliques, dignes de tenter la lyre de quelque nouveau Virgile. Et par dessus le tout, dans un atmosphère éternellement humide, que visite l'haleine saline de l'Océan, flotte une lumière de rêve, qui se réfracte à chaque instant en auréoles magiques et produit les jeux les plus inattendus et les plus variés de la couleur. La race qui peuple ce pays de l'idylle, c'est, par un étrange contraste, la race tragique et farouche des Kerels du XIV^e siècle, que les chevaliers français crurent à plusieurs reprises avoir exterminée sur les champs de bataille, mais qui renaissait sans cesse, comme les héros de la fable scandinave, pour reprendre sans relâche les mêmes combats. Furnes, sa capitale, a un trésor de souvenirs, où les luttes ardentes du moyen âge s'évoquent parmi les travaux pacifiques de la Belgique moderne. C'est Furnes qui la première a souhaité la bienvenue à Léopold I^{er} sur la terre de Belgique, lorsque, débarqué à Calais, il entra chez nous par le chemin du rivage pour prendre possession de son royaume, aux acclamations délirantes d'un peuple ivre de joie. Combien de fois ce souvenir aura visité la pensée de son royal petit-fils, lorsque, le visage fouetté par le vent du large et salué par le

vol des obus, il montait la garde, avec ses soldats, au seuil de ce dernier morceau de Belgique indépendante.

Mais le roi des Belges n'a pas eu le temps d'évoquer les souvenirs historiques. C'est l'heure présente, c'est la lutte de tous les instants qui réclame toutes les forces de son intelligence et de sa volonté. Car c'est là, sur la frontière de ce qui lui reste de royaume, que vont se livrer les combats les plus acharnés et les plus meurtriers de la guerre. Du 23 au 30 octobre 1914, le pays de l'Yser est témoin d'un drame comme le ciel et la terre n'en ont pas encore vu depuis le commencement de l'histoire. Pendant cette semaine tragique, toutes les forces de l'homme et de la nature sont employées aux œuvres de la mort; des luttes désespérées se livrent pour quelques mètres carrés; chaque motte de terre est trempée de sang; les obus traversent le ciel en nuages compacts comme des vols de sauterelles; à la grosse artillerie allemande répond celle de la flotte anglaise, dont les rauquements font trembler l'air dans les environs de Bruxelles. Plusieurs fois, en sacrifiant des milliers d'hommes, les Allemands parviennent à franchir l'Yser, chaque fois ils sont rejetés sur l'autre rive par notre vaillante armée, qui fait là des prodiges d'endurance et de courage. Mais elle est décimée par la mort — le septième régiment de ligne, à lui seul, a perdu 600 hommes en quatre jours. Ne va-t-elle

pas à la fin succomber sous l'immense supériorité numérique d'un ennemi qui, lui aussi, est digne de ce combat de géants ?

Il n'en sera pas ainsi. Le 30 octobre, se produit l'événement extraordinaire, inattendu, qui arrête l'immense effort germanique et qui dit à l'envahisseur : « Tu n'iras pas plus loin ! »

Que s'est-il donc passé, qui a permis à une plaine unie et indéfendable de devenir pour le reste de la campagne l'infranchissable boulevard de la patrie belge ?

Pour s'en rendre compte, il faut connaître la nature des lieux. La plaine flamande n'a dans la région de Veurne-Ambacht que trois mètres au-dessus du niveau de la mer, et comme celle-ci, à marée haute, s'élève jusqu'à quatre mètres 65 au-dessus de ce niveau, le pays serait périodiquement couvert par 1 mètre 65 centimètres d'eau, s'il n'y avait été pourvu à la fois par la nature et par la main de l'homme. Le long du rivage, une chaîne de collines sablonneuses, les dunes, protège efficacement l'intérieur des terres contre l'invasion des flots. La marée, il est vrai, peut y entrer par les canaux et par les fleuves côtiers, mais les uns et les autres sont garnis de digues et fermés par des écluses que l'eau ne parvient jamais à déborder. Détruisez les digues, ouvrez les écluses et l'océan furieux se précipitera sur ces riches campagnes, qui disparaîtront sous ses vagues.

Or, le 30 octobre, les Allemands virent avec étonnement les canons belges s'aligner au sommet du remblai du chemin de fer de Dixmude-Nieuport, et commencer à diriger leurs feux dans la direction des canaux de l'Yser et de Plasschendaele. D'abord, ils ne comprirent rien à cette manœuvre et se demandèrent à qui en avait l'artillerie belge. Ils ne tardèrent pas à être édifiés lorsque, les digues de ces canaux ayant cédé sous l'action des boulets, leurs tranchées se remplirent d'eau. « Ce fut, écrit un témoin, comme une foudroyante surprise pour les Teutons. Les premiers flots avaient envahi les positions occupées par plusieurs batteries lourdes. Quand les officiers donnèrent l'ordre de ramener les pièces en arrière, il était trop tard. Vainement hommes et chevaux s'attelèrent aux pesants canons; il fallut les abandonner. Puis l'inondation se faufila dans les réseaux des tranchées et sur certains points l'envahissement fut si rapide que des centaines d'hommes furent noyés. Le désastre grandissait d'heure en heure. Ignorant les causes de l'inondation, s'imaginant qu'elle ne serait pas de longue durée, des régiments entiers restaient stoïquement en place, jusqu'à ce que l'eau leur montât à la hauteur de la ceinture. Mais le péril devenant pressant, les officiers se décidèrent à donner le signal de la retraite, le long des chaussées qui surplombaient les flots. C'était l'heure qu'attendaient les Belges,

l'heure vengeresse. Portés sur le talus du chemin de fer, leurs canons à tir rapide balayèrent effroyablement les chaussées encombrées de fuyards et de transports militaires. Les rafales d'obus faisaient des trouées terrifiantes dans ces masses, en même temps que les mitrailleuses installées dans des barques ou des radeaux les harcelaient sur les flancs. Ce fut un massacre indescriptible. Sur cent mètres de chaussée, on pouvait compter des milliers de morts. En une journée, plus de douze mille Allemands périrent dans le triangle formé par Perwyse, Ramscapelle et Schoore. »

Quant aux Belges, protégés par le remblai du chemin de fer qui opposait une barrière à l'inondation du côté de l'ouest, ils étaient désormais inexpugnables.

Voilà comment, après trois mois de guerre, il y avait toujours une Belgique indépendante, que le pied du conquérant ne foulait pas. C'était une bien petite Belgique ayant tout au plus 500 kilomètres carrés, et que notre armée aurait pu arpenter tout entière en un seul jour, du nord au sud et de l'est à l'ouest. Elles se réduisait à deux villes : Furnes et Poperinghe et à un certain nombre de villages, parmi lesquels tous les Belges connaissent les riantes stations maritimes qui s'appellent Oostduinkerke, Coxyde, La Panne, noms évocateurs de souvenirs de journées ensoleillées et heureuses, au bord d'une mer souriante. Furnes, où le roi avait

établi son quartier général, était devenue la capitale provisoire de la Belgique entière, comme Mémel le fut de la Prusse, aux jours sombres qui suivirent la bataille d'Iéna. Et comme alors la reine Louise, ainsi de nos jours on voit la jeune reine des Belges, âme vaillante dans un corps frêle, s'associer aux épreuves et aux luttes de son époux, et communiquer à la nation entière sa confiance dans l'indéfectible avenir de la patrie.

Et lui, notre roi, comment parler de lui en termes dignes de son grand cœur et de sa superbe endurance ? La Belgique le connaissait à peine avant cette guerre qui l'a mis à sa vraie place, dans l'auréole des héros. Elle respectait en lui le gardien fidèle de la constitution, elle l'aimait pour la conscience avec laquelle il s'acquittait de son rôle de roi, pour les beaux exemples que sa vie publique et privée donnait à la nation entière. Mais sous ses dehors modestes et réservés, voire timides, qui aurait deviné le héros ? Elle sait maintenant ce que c'est à l'heure du danger qu'un roi. Elle l'a vu, infatigable, tranquille sous la pluie des balles, descendre dans les tranchées, partager le pain noir des troupiers, les encourager par son exemple et par sa parole, apparaissant au milieu d'eux, dans sa froide et souriante intrépidité, comme un demi-dieu devant lequel ils tombaient à genoux, les yeux rouges de larmes, la gorge pleine d'acclamations délirantes, fous d'enthousiasme, de dévouement et

d'orgueil patriotique. De pareils souvenirs ne s'effacent pas de la mémoire d'un peuple, et la dynastie s'en apercevra. Le Roi a cru ne travailler que pour la patrie : il a, par surcroît, travaillé pour les siens, car il a jeté dans notre vieux sol les racines d'une popularité prodigieuse qui, pareille à un chêne superbe, ombragera pendant des générations tous ceux qui descendront de lui.

Non, là Belgique n'oubliera pas les jours de Furnes ; elle les comptera précieusement comme un averse compte ses trésors ; elle les inscrira au tableau d'honneur de ses annales, elles les redira avec orgueil aux générations à venir.

Nous n'avons pas été témoins de cette épopée, nous qui, prisonniers de l'ennemi, exilés dans notre propre patrie, avons porté le poids des heures mornes et lourdes, et ce sont les vaillants revenus des batailles patriotiques qui nous rediront les jours de l'Yser. Il en est un toutefois, particulièrement mémorable, dont la connaissance est arrivée jusqu'à nous, à travers les épaisses rangées des troupes allemandes : c'est la veillée des armes du jeune duc de Brabant, qui faisait son apprentissage de souverain dans les tranchées à l'âge de quatorze ans. Ce jeune prince fut présenté par son père au 12^e régiment de ligne, dans lequel il allait gagner ses grades. « On ne saurait trop tôt, dit le Roi, mettre les jeunes princes à l'école du devoir,

et il n'y en a pas de meilleure que notre armée. Je lui amène mon fils. J'ai voulu, ajouta-t-il, honorer particulièrement le Douzième pour la vaillante conduite qu'il n'a cessé de tenir pendant la campagne, depuis sa défense du pont de Visé, le 4 août, jusqu'à la brillante défense de Dixmude, où il a repoussé quinze attaques allemandes et perdu le tiers de son effectif. Honneur à lui et à son colonel Jacques, qui, blessé à deux reprises, le 20 et le 21 septembre, est resté chaque fois à la tête de ses troupes (1) ! »

Voilà comment la Belgique d'aujourd'hui, représentée par le roi Albert, enseignait la Belgique de demain, incarnée dans le duc de Brabant. Et sous un ciel où rougeoyaient les feux de l'artillerie, le chant du Lion de Flandre sortant du fond des tranchées allait apprendre aux Allemands que cette petite nation, après un an de guerre, était encore debout en face d'eux, frémissante d'orgueil et de courage. Non, ils le disent eux-mêmes dans un chant patriotique dont les paroles semblent faites pour nous, « non, ce n'est pas le nombre des chevaux et des hommes d'armes qui affermit le trône des rois, c'est le patriotisme, c'est le dévouement

(1) Le Roi a rendu hommage aussi aux majors Colyns et Van Rollegem, qui se montrèrent dignes de leur colonel.

des hommes libres qui leur donnent une base aussi inébranlable qu'un rocher dans la mer (1). »

De l'armée belge, il suffit de dire qu'elle a été digne de son roi. Elle a fait admirablement son devoir. Aucune autre dans la guerre actuelle, qu'il soit permis de le constater sans diminuer la gloire de personne, n'a eu à soutenir une lutte plus rude, une campagne plus épuisante. Son courage, son endurance, sa foi dans la patrie ont été superbes, et rien n'est touchant comme le culte qu'elle a voué au héros couronné qui la conduit à la gloire et à la mort. Les volontaires ont afflué sous les drapeaux dès le premier jour; il y en avait 40,000 la première semaine; il y en a eu plus de 100,000 ensuite. Parmi eux, les porteurs des plus beaux noms nobiliaires du pays fraternisent avec les enfants du peuple, qui ont quitté la charrue ou l'outil pour la carabine. Huit fils de ministres ou d'anciens ministres ont apporté les prémices de leur jeunesse. Trois d'entre eux : Paul Renkin, Levie et Delbeke sont tombés au champ d'honneur :

(1) Nicht Ross, nicht Reisige

Sichern die steile Höhe,

Wo Fürsten stehn;

Liebe des Vaterlands,

Liebe des freien Manns

Gründen des Herrschers Thron

Wie Fels im Meer.

deux autres, de Broqueville et Jean Renkin, y ont gagné les épaulettes de sous-lieutenant; quatre autres, Berryer, de Lantsheere, Nyssens, Pouillet font le coup de feu à l'âge de 16 ou de 17 ans. Ce sont des volontaires encore, on peut le dire, ces jeunes gens des classes de 1914 et de 1915 qui, à l'appel d'un gouvernement exilé, bravant les interdictions et les menaces de l'ennemi, passent les frontières hérissées de sentinelles et de fils de fer électrisés, souvent après des aventures où l'héroïque folie du patriotisme a réalisé les plus audacieuses fictions de la légende. Ah ! les pathétiques odyssees, et quels beaux sujets d'histoires à raconter plus tard dans les veillées, auprès des foyers belgiques !

En vain M. von Bissing menace-t-il les familles des réfractaires ou frappe-t-il d'amer des énormes les communes qu'ils habitent ! En vain ses soldats fusillent-ils, comme à Ternath, les jeunes miliciens qui se présentent à l'appel des Allemands en exhibant un portrait du roi Albert au bout d'un bâton ! Rien n'arrête l'élan patriotique de la jeunesse belge, et l'on a calculé que, dans les régions limitrophes de la frontière, 80 pour 100 des classes de 1914 et 1915 sont déjà de l'autre côté de l'Yser, ce petit fleuve patriotique qui ne se laisse franchir que par des Belges.

Mais la Belgique militante n'est pas seule à sou-

tenir l'honneur du drapeau : il y a une Belgique souffrante. Prisonnière et vinculée, accablée de menaces, d'interdictions, d'amendes, elle a tenu bon, et elle n'a pas humilié devant l'arrogance de l'ennemi la fierté du pavillon national. Son gouvernement n'est plus là, mais ses magistrats communaux sont restés pour l'encourager, pour la soutenir, et l'histoire aura une mention spéciale pour le nom du premier magistrat de la capitale, M. Adolphe Max : « Aussi longtemps que je serai en vie et en liberté, avait-il dit, je protégerai de toutes mes forces le droit et la dignité de mes concitoyens. » M. Max a tenu cette belle promesse, et l'ennemi l'a constaté lui-même en se débarrassant de lui dès le 26 septembre pour l'interner en Allemagne (1).

Et puis, notre épiscopat a parlé, et sa voix est devenue celle de la patrie elle-même, qui fait re-

(1) Voici deux affiches de M. Max :

1. « J'apprends que dans certains quartiers de la ville, des gens, prétendant agir au nom de l'administration communale, ont été de porte en porte inviter les habitants à retirer le drapeau national de la façade de leur demeure. Je tiens à faire connaître que l'administration communale n'a donné à personne un mandat aussi peu compatible avec les sentiments patriotiques dont elle est animée. — Bruxelles, le 20 août 1914. »

2. « Le gouverneur allemand de la ville de Liège, lieu-

tentir à travers toute la Belgique un *Sursum corda*. Avec quelle stupeur l'ennemi a écouté le mandement de Noël de S.E. le cardinal Mercier, archevêque de Malines, pendant que tous les cœurs belges tressaillaient de fierté à ces accents qui vengeaient l'honneur de la patrie calomniée et dénonçaient sans crainte les crimes de nos oppresseurs ! M. von Bissing n'a eu que la ressource d'interdire au clergé la lecture de ce mandement, en faisant croire mensongèrement qu'il avait pour cela le consentement du cardinal. Ce grossier stratagème

tenant-général von Kolewe, a fait afficher hier l'avis suivant :

Aux habitants de la ville de Liège,

Le bourgmestre de Bruxelles a fait savoir au commandant allemand que le gouvernement français a déclaré au gouvernement belge l'impossibilité de l'assister officieusement en aucune manière, vu qu'il se trouve lui-même forcé à la défensive.

J'oppose à cette affirmation le démenti le plus formel. — Bruxelles, le 30 août 1914. »

Aussitôt le gouvernement militaire allemand fit afficher ceci :

Avis important. — Il est strictement défendu, aussi (sic) à la municipalité de la ville, de publier des affiches sans avoir reçu une permission spéciale.

Bruxelles, le 31 août 1914.

Le gouverneur militaire,
Baron VON LUTTWITZ, général-major.

a été déjoué aussitôt, le cardinal a insisté, et le «gouvernement allemand en Belgique» a eu l'humiliation de se voir formellement désobéi par l'immense majorité du clergé du diocèse de Malines. Les courageux évêques de Liège et de Namur ont parlé le même langage ferme et fier à leurs ouailles, et si celui de Tournai ne les a pas imités, c'est qu'il a succombé, en partie, aux mauvais traitements que les soldats allemands n'ont pas craint d'infliger à ce saint vieillard. Fidèle aux exhortations réitérées des évêques, le clergé belge n'a cessé de soutenir le moral de la nation : du haut des chaires de vérité, il a laissé tomber les paroles qui vengent l'innocence persécutée et flétrissent l'injustice victorieuse; le drapeau national, interdit dans les rues, a flotté librement dans nos églises, et les accents de la *Brabançonne* retentissaient à l'issue de nos grand'messes au milieu des larmes d'émotion et de joie.

La nation belge tout entière a gardé cette attitude d'irréprochable correction et de courageuse dignité. Elle s'est interdit les violences et les manifestations tapageuses, mais elle a accueilli avec mépris les avances de nos maîtres et elle a fait le vide autour d'eux. Ils voudraient laisser croire à l'étranger que la situation est redevenue normale en Belgique, et l'abstentionnisme obstiné du public belge donne un éclatant démenti à cette mensongère allégation. La vérité, c'est que, tacitement, sponta-

nément, sans accord préalable, la nation a organisé autour d'eux la grève sacrée. Les rares journaux qui paraissaient encore depuis leur entrée ont cessé de paraître pour ne pas supporter leur censure; les universités, qu'ils auraient voulu rouvrir, sont restées fermées; les académies, qu'ils ont invitées à reprendre leurs séances, ne se sont réunies que pour décider de s'ajourner *sine die*; les ouvriers de Malines, de Luttre et d'ailleurs, qu'ils ont tenté d'embaucher en leur offrant de forts salaires leur ont tourné le dos, refusant de travailler pour le roi de Prusse. Ils ont essayé d'allécher le public bruxellois en organisant des concerts où devaient être entendus les chefs-d'œuvre de la musique allemande exécutés par les meilleurs artistes d'outre-Rhin; mais ils sont restés seuls à les entendre, et l'Université de Bruxelles a exclu de son sein un professeur qui avait eu la mauvaise idée d'y assister. Ils ont interdit toute manifestation pour le 21 juillet, qui est l'anniversaire de la proclamation de notre indépendance nationale, et le 21 juillet, ils ont été témoins, à Bruxelles, à Anvers, à Gand, à Liège, dans toutes nos villes et même dans nos villages, d'une grandiose et émouvante manifestation : les magasins fermés, comme le dimanche, les églises bondées pour le *Te Deum*; toute la population endimanchée circulant dans les rues, portant à la boutonnière ou au corsage, à la

place des couleurs nationales prohibées, la feuille de lierre qui est l'emblème de notre fidélité à notre Roi et à notre patrie. Ainsi nous réalisons dans les chaînes la belle parole que M. de Broqueville prononçait le 4 août 1914, dans la séance de nos Chambres : « La Belgique peut être vaincue; elle ne sera jamais soumise. »

C'est ce que toutes les semaines, avec autant de courage que d'à-propos, rappelle au « gouvernement allemand en Belgique, » le seul journal belge qui paraisse sans se soumettre à sa censure. Il s'appelle la *Libre Belgique* et il circule à travers tout le pays, depuis le mois de février 1915, distribué de proche en proche par des mains de confiance. M. von Bissing a fait des efforts désespérés pour découvrir l'officine de ce journal ou pour mettre la main sur ses rédacteurs, mais les joyeux conspirateurs belges ont plus d'esprit que les détectives de la police allemande, et la *Libre Belgique* continue d'entretenir pour ses lecteurs l'espérance et la flamme du patriotisme.

La Belgique a donc le droit d'être contente de tous ses enfants. Mais l'Europe, de son côté, doit être contente de la Belgique. En nous défendant nous-mêmes, c'est sa liberté à elle que nous avons sauvée. Les Allemands comptaient, par une marche foudroyante à travers la Belgique surprise et terrorisée, gagner en trois fois vingt-quatre heures la frontière française, culbuter la mobilisation

de ce pays, amener le gros de leurs forces sous les murs de Paris, qui aurait cédé au bout de quelques jours à leurs canons de 0,42; puis, maîtres de la capitale avec une armée intacte, au milieu d'une nation découragée, ils auraient renvoyé une partie considérable de ces forces vers l'est, où, unis à l'Autriche-Hongrie, ils auraient refoulé l'invasion russe, mis fin à la campagne en quelques mois, dicté des conditions de paix en territoire ennemi. Après cela, l'Angleterre isolée était à leur merci, et l'empire mondial de l'Allemagne était achevé.

Tel était le plan résumé dans la formule apodictique de M. von Jagow : « L'atout de l'Allemagne, c'est la rapidité. »

Ce plan, la résistance belge l'a faussé dès le premier jour. En faisant perdre à l'envahisseur une semaine devant les forts de Liège, nous avons donné à la France et à l'Angleterre le temps de s'organiser et de se concentrer pour une lutte dans laquelle une heure de gagnée pouvait être décisive pour la destinée du monde. Au lieu d'être à la frontière française le 5 août, comme ils l'avaient espéré, les Allemands n'y sont arrivés que le 26 août, à un moment où on était prêt pour recevoir le choc de leur attaque brusquée. Un instant, ils ont pu croire qu'il n'était pas trop tard, et qu'ils parviendraient quand même à culbuter l'adversaire, mais ce n'était qu'une illusion : rejetés des bords de la Marne sur ceux de l'Aisné et terrés

depuis six mois dans les tranchées, ils ont vu se dresser devant eux un retranchement formidable qui va de Dunkerque à Thann et qu'ils ne franchiront pas.

Nous sommes fiers de ce résultat : il valait les sacrifices qu'il nous a coûtés et ceux qu'il peut nous coûter encore. Lorsque l'agression criminelle aura été repoussée définitivement, nous remettrons notre épée au fourreau, avec la joie de la savoir sans tache. Nous ne l'avons tirée que pour la défense de nos biens les plus sacrés : notre honneur national, notre liberté, nos foyers. Nos mains sont restées pures; nous n'avons pas versé le sang innocent; nous n'avons pas porté la mort et la dévastation chez les autres peuples; aucune larme n'aura coulé à cause de nous. Et l'incorruptible jugement de la postérité, qui remettra toutes choses en leur place, dira que la Belgique s'est acquis, à l'une des heures les plus calamiteuses de son histoire, de nouveaux titres au respect de l'humanité.



TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos	
La Patrie Belge	5
Y a-t-il une nationalité belge?	15
La Belgique dans la Grande Guerre	25

